

République Française

Département de la Vendée

Canton de SAINT HILAIRE DE RIEZ

Centre Intercommunal d'Actions Sociales

"PAYS DE SAINT GILLES CROIX DE VIE"

Siège : 4 rue du Soleil Levant CS 63669 85806 Saint Gilles Croix de Vie Cedex

Effectif légal du Conseil d'administration: 29

Membres en exercice : 29

Membres présents: 17

DELIBERATION DL CIAS 2025-8-02

Certifié exécutoire par le Président compte tenu de : - la transmission en Sous-Préfecture le : 1 3 NOV, 2025

- la publication le :

1 4 NOV. 2025

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Du Centre Intercommunal d'Actions Sociales du "Pays de Saint Gilles Croix de Vie"

Séance du 6 novembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 6 novembre, le Conseil d'Administration du Centre Intercommunal d'Actions Sociales du Pays de Saint Gilles Croix de Vie, dûment convoqué le 30 octobre, s'est réuni à 18h00 à la salle Lys de Mer de la Communauté d'Agglomération du Pays de Saint Gilles Croix de Vie, sous la Présidence de Monsieur Jean SOYER.

Conseillers présents : Roselyne ARCHAMBAUD, Mylène BLANCHARD, Guillaume BOSSARD, Christine CRESTOIS, François COURTIN, André COQUELIN, Céline DELOMME, Catherine GALAND, Marie-Renée GAZEAU, Muriel HABERT, Dominique MALARY, Françoise NINEUIL, Sabrina PROUTEAU, Denise RENAUD, Christine ROBRIQUET, Jean SOYER, Jean-Michel VINTENAT.

Conscillers absents et excusés : Nicole ARCHAMBAUD, Maryse AUGUIN, Christine BERNARD, Béatrice BESSONNET. Séverine BESSONNET LE CLEC'H, Raphaël CHAUSSIN, François BLANCHET, Isabelle DURANTEAU, Thierry FAVREAU, Nelly HERROU, Nadine LECART, Dominique SIONNEAU.

Pouvoirs : Nicole ARCHAMBAUD à Denise RENAUD. François BLANCHET à Jean SOYER, Christine BERNARD à Mylène BLANCHARD, Thierry FAVREAU à Sabrina PROUTEAU, Nadine LECART à Muriel HABERT.

Muriel HABERT est désignée secrétaire de séance.

RPE - Renouvellement du projet de fonctionnement du Relais Petite Enfance

Envoyé en préfecture le 13/11/2025

Reçu en préfecture le 13/11/2025

Publié le 1 4 NOV. 2025

ID: 085-200061265-20251107-2025_8_02-DE

Le projet de fonctionnement du Relais Petite Enfance validé par la CAF de la Vendée est arrivé à échéance au 31 décembre 2024. La responsable du service ayant été absente de janvier à septembre 2024, la CAF a accepté de prolonger ce projet par voie d'avenant d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2025, Ainsi, l'ensemble de l'équipe a pu travailler sur celui-ci au cours du premier semestre 2025.

Il est proposé aux élus de valider le nouveau projet de fonctionnement du Relais Petite Enfance. La durée contractuelle sera d'un an, du 01/01/2026 au 31/12/2026, afin de s'aligner sur la même échéance que celle de la CTG.

Le Conseil d'Administration.

Dûment convoqué,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment ses articles L.112-2, L.123-6 et suivants, L.214-1-2°, L. 214-1-2, R.123-20 et D.214-9,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles R. 2324-17, R. 2324-29, et R.2324-37 et suivants.

Vu l'ordonnance n° 2021-611 du 19 mai 2021 relative aux services aux familles,

Vu le décret n° 2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil de jeune enfant,

Vu l'arrêté du 23 septembre 2021 portant création d'une charte nationale pour l'accueil du jeune enfant NOR SSAA2128574A,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du Pays de Saint Gilles Croix de Vie Agglomération n°2025 03 02 du 5 juin 2025 portant définition de l'action sociale d'intérêt communautaire,

Vu le nouveau projet de fonctionnement du Relais Petite Enfance,

Vu le rapport,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

DECIDE:

<u>Article 1</u> : d'approuver le nouveau projet de fonctionnement du Relais Petite Enfance, établi de manière à mettre en œuvre la Charte nationale de l'accueil du jeune enfant ;

Article 2: d'autoriser Monsieur le Président ou Monsieur le Vice-Président du CIAS à prendre tout acte en exécution de cette délibération.

Fait et délibéré, Les jour, mois et an que dessus, Au registre sont les signatures, Pour copie conforme,

Givrand, le 7 novembre 2025, Le Vice-Président du CIAS,

Jean SOYER

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et / ou notification. Cette juridiction peut être saisie par voie postale ou par le biais de l'application « Télérecours citoyens » accessible à patir du site : www.telerecours.fr.